

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 03145

Numéro SIREN : 409 869 708

Nom ou dénomination : ACOEM France

Ce dépôt a été enregistré le 11/08/2022 sous le numéro de dépôt B2022/034501

mazars

109, rue Tête d'Or
CS 10363
69451 Lyon Cedex 06

ACOEM FRANCE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2022

ACOEM FRANCE

Société par actions simplifiée unipersonnelle
RCS : Lyon 409 869 708

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2022

A l'associé unique de la société ACOEM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOEM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme indiqué en annexe dans la partie « Contrats long terme », votre société comptabilise les résultats sur les contrats longue durée selon la méthode de l'avancement, le pourcentage d'avancement étant calculé sur la base de résultats prévisionnels. En cas de constatation de pertes à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaisons des contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Lyon, le 8 juillet 2022

Document authentifié et daté par signature électronique

DocuSigned by:

004ECA0B346F40B...

Paul-Armel JUNNE

Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	446 073	446 073		
Concessions, brevets et droits similaires	3 191 320	3 115 340	75 980	125 001
Fonds commercial	2 662 722	1 534 043	1 128 678	1 128 678
Autres immobilisations incorporelles	43 775		43 775	3 090
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	7 856	7 856		
Constructions	999 699	243 501	756 197	87 925
Installations techniques, matériel, outillage	3 647 961	3 444 790	203 170	251 440
Autres immobilisations corporelles	1 916 097	1 526 216	389 881	441 864
Immobilisations en cours				505 134
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	942 268		942 268	918 485
Autres immobilisations financières	89 707		89 707	149 082
ACTIF IMMOBILISE	13 947 477	10 317 820	3 629 657	3 610 700
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 362 471	489 664	2 872 807	2 120 375
En-cours de production de biens	302 533		302 533	248 302
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 511 927	436 270	1 075 657	756 569
Marchandises	739 427	179 366	560 060	362 403
Avances et acomptes versés sur commandes	113 401		113 401	49 035
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 501 042	4 111 937	9 389 105	10 306 292
Autres créances	10 422 780		10 422 780	19 803 551
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 937 175		2 937 175	4 496 138
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	570 196		570 196	491 318
ACTIF CIRCULANT	33 460 952	5 217 238	28 243 714	38 633 982
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	3 517		3 517	10 889
TOTAL GENERAL	47 411 946	15 535 058	31 876 888	42 255 571

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 7 331 298)	7 331 298	7 331 298
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 216 625	1 216 625
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	733 129	733 129
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	654 940	654 940
Report à nouveau	3 657 114	2 695 695
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 083 389	2 961 419
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	454 492	340 869
CAPITAUX PROPRES	16 130 985	15 933 974
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	172 000	50 000
AUTRES FONDS PROPRES	172 000	50 000
Provisions pour risques	504 319	806 767
Provisions pour charges	1 636 150	2 065 872
PROVISIONS	2 140 469	2 872 639
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	874 641	10 518 930
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	38 409	827 088
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 100 015	4 547 749
Dettes fiscales et sociales	5 801 061	6 246 029
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	347 666	14 020
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 262 441	1 238 842
DETTES	13 424 232	23 392 658
Ecarts de conversion passif	9 203	6 301
TOTAL GENERAL	31 876 888	42 255 571

Rubriques	France	Exportation	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises	1 816 188	914 256	2 730 445	2 817 362
Production vendue de biens	5 627 199	11 724 515	17 351 715	14 314 381
Production vendue de services	13 459 851	1 697 563	15 157 413	13 742 110
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	20 903 238	14 336 334	35 239 573	30 873 853
Production stockée			419 266	-451 843
Production immobilisée			36 494	48 970
Subventions d'exploitation			156 777	173 609
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 418 076	1 433 455
Autres produits			1 037 030	1 140 905
PRODUITS D'EXPLOITATION			38 307 216	33 218 947
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 321 310	1 883 939
Variation de stock (marchandises)			-225 141	68 975
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 103 703	4 110 150
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-733 562	-451 974
Autres achats et charges externes			10 624 141	8 790 926
Impôts, taxes et versements assimilés			615 636	794 643
Salaires et traitements			11 197 317	9 106 066
Charges sociales			5 681 642	5 042 705
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			492 582	405 452
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			535 327	102 996
Dotations aux provisions			263 078	242 289
Autres charges			135 993	58 248
CHARGES D'EXPLOITATION			37 012 025	30 154 415
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 295 192	3 064 532
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			58 926	108 330
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			10 889	20 091
Différences positives de change			45 212	58 013
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			115 026	186 433
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			3 517	12 039
Intérêts et charges assimilées			5 217	1
Différences négatives de change			54 383	97 873
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			63 117	109 913
RESULTAT FINANCIER			51 909	76 520
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 347 101	3 141 052

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	27 339	59 840
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 339	59 840
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		211
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	14 358	84 617
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	113 623	113 623
CHARGES EXCEPTIONNELLES	127 981	198 451
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-100 642	-138 611
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	48 769	350 530
Impôts sur les bénéfices	-885 699	-309 508
TOTAL DES PRODUITS	38 449 582	33 465 220
TOTAL DES CHARGES	36 366 193	30 503 801
BENEFICE OU PERTE	2 083 389	2 961 419

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ACOEM France

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2022, dont le total est de 31 876 888 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 083 389 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2021 au 31/03/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits marquants

Au mois de mai 2021, la société a remboursé en intégralité le prêt garanti par l'Etat (PGE) qu'elle avait obtenu un an plus tôt pour un montant de 10 M€.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine s'est aggravé fin février 2022 et constitue un fait marquant de l'exercice. Les comptes de l'exercice ont été arrêté en tenant compte de la situation.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/03/2022 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC (ANC 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03) relatif au Plan Comptable Général mis à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle ou corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'entreprise a retenu les durées d'amortissement suivantes :

- * Constructions : 20 ans, Linéaire
- * Matériel et outillage : 3 à 5 ans, Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 6 ans, Linéaire
- * Matériel de transport : 3 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau et informatique : 3 à 6 ans, Linéaire
- * Mobilier : 8 ans, Linéaire

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial / Droit au bail

Au 31/03/2022, la valeur brute et la valeur nette comptable du fonds de commerce s'élevaient respectivement à 2 721 151 Euros et 1 128 679 Euros. Ce fonds de commerce et droit au bail sont issus des différentes acquisitions et croissances externes de la société Acoem France.

La valeur nette comptable des fonds de commerce et droit au bail se ventile comme suit :

- CVI : 59 852 Euros,
- MVI INSTRUMENTS : 169 767 Euros,
- ACLAN : 41 124 Euros,
- 01 DB : 522 114 Euros,
- METRAVIB : 335 822 Euros.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC N°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps, il n'est donc pas amorti. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés dans les charges d'exploitation selon leur nature et ne font donc pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, sont rattachés au prix de revient des titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement fiscal selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Au cours de cet exercice, la société Acoem France a cédé ses titres Acoem Hong Kong.

Stocks

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours et les produits fabriqués sont déterminés selon leur coût de production, comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de productions, les amortissements de biens concourant à la production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la rotation induit un risque d'obsolescence des biens.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le poste « provision pour risques et charges » figure au passif du bilan de l'exercice clos au 31/03/2022 pour un montant de 2 140 468 Euros dont 203 724 Euros au titre des garanties clients, 3 517 Euros pour des pertes de change, 1 636 149 Euros au titres des indemnités de départ à la retraite et 297 078 Euros pour d'autres risques et charges.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement (méthode préférentielle). Le pourcentage d'avancement est calculé sur la base des prévisions des résultats des contrats sur affaires.

En cas de contrat faisant apparaître une perte à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée. Aucune perte à terminaison n'est comptabilisée au 31/03/2022.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Autres informations complémentaires

* **Convention d'intégration fiscale :**

Depuis le 01/01/2012, la société Acoem France est intégrée fiscalement avec la société Sas Actem, société tête de groupe.

Règles et méthodes comptables

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôts réalisées, grâce aux déficits ou aux correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice (l'exercice où la société deviendra bénéficiaire, la société mère supportera alors une charge d'impôt).

Le résultat fiscal propre à la société Acoem France au 31/03/2022 s'élève à + 1 274 756 Euros.

* **Consolidation des comptes :**

La société Acoem France fait partie du périmètre de consolidation de la Sas Bruno Rousset (SIREN : 539 797 936, siège social 6 Quai Saint Antoine 69289 Lyon Cedex 2) et fait l'objet d'une consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

* **Rémunérations des organes d'administration, de direction :**

La société Acoem Group est Présidente de la société Acoem France et perçoit une rémunération dans le cadre d'une convention d'assistance. Le montant n'est pas communiqué car cela conduirait à donner une information personnelle et confidentielle.

* **Evénement significatif intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice :**

Durant l'exercice 2022 la date de clôture sera modifiée au 31/12/2022. L'exercice sera donc d'une durée exceptionnelle de 9 mois.

* **Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 32 960 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 32 960 Euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros

* **Indemnités de départ à la retraite :**

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31/03/2022 et s'élèvent à 1 636 149 Euros. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation (et ne figurent donc pas en engagements hors bilan).

Leur montant est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées)
- taux de revalorisation des salaires : table de décroissance progressive
- taux d'actualisation : 1,77 %
- turn over : turn over moyen
- âge conventionnel de départ : 60-67 ans
- conditions de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- taux moyen de charges sociales – cadres : 42.70 %
- taux moyen de charges sociales – non cadres : 35.29%

* **Avances et acomptes clients et fournisseurs :**

Les avances et acomptes clients et fournisseurs ne sont pas inclus dans les états des créances et des dettes.

Ces derniers s'élèvent à 38 408,70 € pour les clients et 113 388,40 € pour les fournisseurs.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	446 073		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 830 153		67 664
Terrains	7 856		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	44 400		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	143 233		306 932
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 569 116		98 785
Installations générales, agenc., aménag.	1 066 646		13 720
Matériel de transport	16 410		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	758 499		64 237
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	505 134		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 111 293		483 673
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 150		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 067 568		48 343
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 068 718		48 343
TOTAL GENERAL	13 456 237		599 680

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			446 073	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			5 897 817	
Terrains			7 856	
Constructions sur sol propre			44 400	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-505 134		955 299	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		19 940	3 647 961	
Installations générales, agencements divers		3 414	1 076 951	
Matériel de transport			16 410	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			822 736	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	505 134			
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		23 354	6 571 612	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 150		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		83 935	1 031 975	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		85 085	1 031 975	
TOTAL GENERAL		108 439	13 947 477	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	446 073			446 073
Fonds commercial	893 758			893 758
Autres immobilisations incorporelles	3 039 340	76 000		3 115 340
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 379 171	76 000		4 455 171
Terrains	7 856			7 856
Constructions sur sol propre	8 325	2 220		10 545
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	91 383	141 573		232 956
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 317 675	146 315	19 200	3 444 790
Installations générales, agenc. et aménag. divers	696 261	87 778	-52	784 091
Matériel de transport	3 505	4 708		8 213
Matériel de bureau et informatique, mobilier	699 925	33 987		733 912
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 824 930	416 582	19 148	5 222 363
TOTAL GENERAL	9 204 101	492 582	19 148	9 677 534

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains			113 623				113 623
Construct. - sol propre - sol autrui - installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.			113 623				113 623
Acquis. titre							
TOTAL			113 623				113 623

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 7 331 298,00 Euros décomposé en 1 221 883 titres d'une valeur nominale de 6,00 Euro.

	Nombre	Valeur Nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	1 221 883	6,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	1 221 883	6,00

Affectation du résultat

Décision de l'Associé unique du 21/07/2021

	Montant
Report à nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	2 961 419
Prélèvement sur les réserves	
Total des origines	2 961 419
Affectations aux réserves	
Distributions	2 000 000
Autres répartitions	
Report à Nouveau	961 419
Total des affectations	2 961 419

Capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/04/2021	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/03/2022
Capital	7 331 298				7 331 298
Primes d'émission	1 216 625				1 216 625
Réserve légale	733 129				733 129
Réserves générales	-				-
Autres réserves	654 940				654 940
Report à nouveau	2 695 695	961 419			3 657 114
Résultat de l'exercice	2 961 419	2 961 419	2 083 389		2 083 389
Dividendes		2 000 000			
Provisions réglementées	340 869		113 623		454 492
Total Capitaux Propres	15 933 974	-	2 197 012	-	16 130 986

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	340 869	113 623		454 492
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	340 869	113 623		454 492
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients	230 649		26 925	203 724
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	10 889	3 517	10 889	3 517
Provisions pour pensions, obligations similaires	2 065 872		429 723	1 636 150
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	565 229	263 078	531 229	297 078
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 872 639	266 595	998 765	2 140 469
Dépréciations immobilisations incorporelles	640 286			640 286
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	1 150		1 150	
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 050 739	54 562		1 105 301
Dépréciations comptes clients	3 734 115	490 636	112 814	4 111 937
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 426 289	545 198	113 964	5 857 523
TOTAL GENERAL	8 639 797	925 416	1 112 730	8 452 484
Dotations et reprises d'exploitation		808 276	1 100 691	
Dotations et reprises financières		3 517	12 039	
Dotations et reprises exceptionnelles		113 623		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	942268	15137	927131
Autres immobilisations financières	89707	1	89706
Clients douteux ou litigieux	294064	294064	
Autres créances clients	13206978	13206978	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	39945	39945	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	12043	12043	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	200000	200000	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	396524	396524	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	9473278	9473278	
Débiteurs divers	300991	300991	
Charges constatées d'avance	570196	570196	
TOTAL GENERAL	25525994	24509157	1016837
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	48126		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	24343		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	874641	124949	624743	124949
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5100015	5100015		
Personnel et comptes rattachés	2614111	2614111		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1871473	1871473		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	981118	981118		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	334358	334358		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	347666	347666		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1262441	1262441		
TOTAL GENERAL	13385823	12636131	624743	124949
Emprunts souscrits en cours d'exercice	355711			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	10000000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés				
40810000	FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU	948 418,02	648 419,31	299 998,71
40820000	FNP NON COLLECTIF	811 525,45	570 293,76	241 231,69
40823000	FNP NON COLLECTIF THAILANDE	5 386,96	1 417,18	3 969,78
Total Dettes Fournisseurs et comptes rattachés		1 765 330,43	1 220 130,25	545 200,18
Autres dettes				
41982000	CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR NC	-	536 000,00	- 536 000,00
Total Autres dettes		-	536 000,00	- 536 000,00
Dettes fiscales et sociales				
42800000	PERSONNEL CH.A PAYER-PDT A REC	40 314,69	52 707,81	- 12 393,12
42820000	CONGES A PAYER	998 350,89	1 001 716,76	- 3 365,87
42830000	PROVISION JRRT	34 190,52	41 897,79	- 7 707,27
42831000	PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	525 224,89	586 925,43	- 61 700,54
42840000	PROV POUR PARTICIPATION	48 769,00	350 530,00	- 301 761,00
42861000	INTERESSEMENT SALARIES	279 000,00	311 470,00	- 32 470,00
42868000	PROV.PRIMES A PAYER	316 246,58	240 678,72	75 567,86
42869000	PROV.PRIMES ENCADREMENT	320 557,52	286 300,87	34 256,65
43820000	CH. SOC. S/ PROV CONGES PAYE	509 158,96	510 875,55	- 1 716,59
43830000	CHARGES SOC.S/JRRT	17 437,17	21 367,87	- 3 930,70
43831000	CH SOCIALES / PROV CET	267 864,69	299 331,97	- 31 467,28
43850000	PROV FORFAIT SOCIAL	19 507,00	132 000,00	- 112 493,00
43860000	ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A P	-	20 387,43	- 20 387,43
43860105	ORG SOCIAUX CH. A P THAILANDE	243,83	42,92	200,91
43860200	TAXE APPRENTISSAGE	2 384,93	-	2 384,93
43860300	CONTRIBUTION LOGEMENT	58 309,34	53 587,88	4 721,46
43868000	CH.SOCIALES/PRIMES A PAYER	323 466,39	267 439,89	56 026,50
44860000	ETAT - AUTRES CHARGES PAYER	279 370,00	266 749,00	12 621,00
44863000	ETAT- FRAIS.A PAYER THAILANDE	2 067,86	1 298,99	768,87
Total Dettes fiscales et sociales		4 042 464,26	4 445 308,88	- 402 844,62
TOTAL CHARGES A PAYER		5 807 794,69	6 201 439,13	142 355,56

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	568 083,07	489 890,05	78 193,02
48600105	CHARGES D'AVANCE THAILANDE	2 113,38	1 428,28	685,10
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		570 196,45	491 318,33	78 878,12
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-1 262 440,98	-1 238 842,36	-23 598,62
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-1 262 440,98	-1 238 842,36	-23 598,62

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
Clients et comptes rattachés				
41700000	CREANCES S/TVX NON ENCORE FACT	1 323 421,20	984 954,45	338 466,75
41810000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	1 234 628,48	555 327,40	679 301,08
41810105	CLIENTS FAE THAILANDE	54 184,39	-	54 184,39
41820000	CLIENTS - PRODUITS A RECEVOIR	288 648,33	232 433,15	56 215,18
Total Clients et comptes rattachés		2 900 882,40	1 772 715,00	1 128 167,40
Autres créances				
40980000	FOURNISSEUR - AVOIR A RECEVOIR	212 943,91	438 787,97	- 225 844,06
40982000	FRS - AVOIRS A RECEVOIR NC	-	124 000,00	- 124 000,00
43810000	CH. SOC. SUR CHOMAGE PARTIEL	-	12 197,77	- 12 197,77
43860100	FORMATION CONTINUE	750,00	34 129,95	- 33 379,95
43860200	TAXE APPRENTISSAGE	-	18 492,09	- 18 492,09
43870000	ORGANISMES A RECEVOIR	11 292,72	7 908,98	3 383,74
45580000	ASSOCIES - INTERETS COURUS	-	113 489,43	- 113 489,43
46870000	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	86 470,79	116 880,73	- 30 409,94
Total autres créances		311 457,42	865 886,92	- 554 429,50
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		3 212 339,82	2 638 601,92	573 737,90

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

	Solde au 31/03/2022
CA réalisé en France	20 903 238
CA réalisé à l'Etranger	14 336 334
Total chiffre d'affaires	35 239 572

Charges et produits d'exploitation et financiers

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Exploitation	Financier
79100000 TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION	301 922	
79105000 REMBOURSEMENT ASSURANCE	15 464	
Total	317 386	-

Autres informations

Effectif

Effectif présent au 31/03/2022 :

- Statut cadre : 123 personnes
- Statut non cadre : 105 personnes

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				287 035	287 035
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				80 808	80 808
Exercice en cours				62 362	62 362
TOTAL				143 170	143 170
VALEUR NETTE				143 865	143 865
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				81 459	81 459
Exercice en cours				59 772	59 772
TOTAL				141 231	141 231
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				68 778	68 778
A plus d'un an et moins de 5 ans				77 011	77 011
A plus de cinq ans					
TOTAL				145 789	145 789
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.				59 772	59 772

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garanties de bonne exécution ou de bonne fin.	86 751					86 751
Autres engagements donnés	13 209					13 209
TOTAL	99 960					99 960

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Crédits documentaires	461 700					461 700
TOTAL	461 700					461 700

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

ACOEM France

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 331 298 €
Siège social : 200 Chemin des Ormeaux – 69760 LIMONEST
409 869 708 RCS LYON

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE DU 19 JUILLET 2022

DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT de l'exercice clos le 31 mars 2022

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2022 s'élevant à 2 083 389 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 2 083 389 euros

A titre de dividendes 2 000 000 euros

Soit 1,64 euros par action

Le solde 83 389 euros

En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élèverait ainsi à 3 740 503 euros.

La mise en paiement des dividendes interviendra à la discrétion de la direction administrative et financière et au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2022 non éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 2 000 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE	DIVIDENDE ARRONDI PAR TITRE	MONTANT ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40 %	MONTANT NON ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40 %
31.03.2021	2 000 000 €	1,64 €	0 €	2 000 000 €
31.03.2020	néant	néant	néant	néant
31.03.2019	6 910 000 €	5,655 €	0 €	6 910 000 €

« Certifié conforme »

La Présidente

ACOEM GROUP

Pour Fcom Consulting, Présidente

M. Fabien CONDEMINÉ



mazars

109, rue Tête d'Or
CS 10363
69451 Lyon Cedex 06

ACOEM FRANCE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2022

ACOEM FRANCE

Société par actions simplifiée unipersonnelle
RCS : Lyon 409 869 708

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2022

A l'associé unique de la société ACOEM FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOEM FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme indiqué en annexe dans la partie « Contrats long terme », votre société comptabilise les résultats sur les contrats longue durée selon la méthode de l'avancement, le pourcentage d'avancement étant calculé sur la base de résultats prévisionnels. En cas de constatation de pertes à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaisons des contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Lyon, le 8 juillet 2022

Document authentifié et daté par signature électronique

DocuSigned by:

004ECA0B346F40B...

Paul-Armel JUNNE

Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	446 073	446 073		
Concessions, brevets et droits similaires	3 191 320	3 115 340	75 980	125 001
Fonds commercial	2 662 722	1 534 043	1 128 678	1 128 678
Autres immobilisations incorporelles	43 775		43 775	3 090
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	7 856	7 856		
Constructions	999 699	243 501	756 197	87 925
Installations techniques, matériel, outillage	3 647 961	3 444 790	203 170	251 440
Autres immobilisations corporelles	1 916 097	1 526 216	389 881	441 864
Immobilisations en cours				505 134
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	942 268		942 268	918 485
Autres immobilisations financières	89 707		89 707	149 082
ACTIF IMMOBILISE	13 947 477	10 317 820	3 629 657	3 610 700
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 362 471	489 664	2 872 807	2 120 375
En-cours de production de biens	302 533		302 533	248 302
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 511 927	436 270	1 075 657	756 569
Marchandises	739 427	179 366	560 060	362 403
Avances et acomptes versés sur commandes	113 401		113 401	49 035
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 501 042	4 111 937	9 389 105	10 306 292
Autres créances	10 422 780		10 422 780	19 803 551
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 937 175		2 937 175	4 496 138
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	570 196		570 196	491 318
ACTIF CIRCULANT	33 460 952	5 217 238	28 243 714	38 633 982
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	3 517		3 517	10 889
TOTAL GENERAL	47 411 946	15 535 058	31 876 888	42 255 571

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 7 331 298)	7 331 298	7 331 298
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 216 625	1 216 625
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	733 129	733 129
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	654 940	654 940
Report à nouveau	3 657 114	2 695 695
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 083 389	2 961 419
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	454 492	340 869
CAPITAUX PROPRES	16 130 985	15 933 974
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	172 000	50 000
AUTRES FONDS PROPRES	172 000	50 000
Provisions pour risques	504 319	806 767
Provisions pour charges	1 636 150	2 065 872
PROVISIONS	2 140 469	2 872 639
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	874 641	10 518 930
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	38 409	827 088
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 100 015	4 547 749
Dettes fiscales et sociales	5 801 061	6 246 029
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	347 666	14 020
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 262 441	1 238 842
DETTES	13 424 232	23 392 658
Ecarts de conversion passif	9 203	6 301
TOTAL GENERAL	31 876 888	42 255 571

Rubriques	France	Exportation	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises	1 816 188	914 256	2 730 445	2 817 362
Production vendue de biens	5 627 199	11 724 515	17 351 715	14 314 381
Production vendue de services	13 459 851	1 697 563	15 157 413	13 742 110
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	20 903 238	14 336 334	35 239 573	30 873 853
Production stockée			419 266	-451 843
Production immobilisée			36 494	48 970
Subventions d'exploitation			156 777	173 609
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 418 076	1 433 455
Autres produits			1 037 030	1 140 905
PRODUITS D'EXPLOITATION			38 307 216	33 218 947
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 321 310	1 883 939
Variation de stock (marchandises)			-225 141	68 975
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 103 703	4 110 150
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-733 562	-451 974
Autres achats et charges externes			10 624 141	8 790 926
Impôts, taxes et versements assimilés			615 636	794 643
Salaires et traitements			11 197 317	9 106 066
Charges sociales			5 681 642	5 042 705
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			492 582	405 452
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			535 327	102 996
Dotations aux provisions			263 078	242 289
Autres charges			135 993	58 248
CHARGES D'EXPLOITATION			37 012 025	30 154 415
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 295 192	3 064 532
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			58 926	108 330
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			10 889	20 091
Différences positives de change			45 212	58 013
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			115 026	186 433
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			3 517	12 039
Intérêts et charges assimilées			5 217	1
Différences négatives de change			54 383	97 873
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			63 117	109 913
RESULTAT FINANCIER			51 909	76 520
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 347 101	3 141 052

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	27 339	59 840
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	27 339	59 840
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		211
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	14 358	84 617
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	113 623	113 623
CHARGES EXCEPTIONNELLES	127 981	198 451
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-100 642	-138 611
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	48 769	350 530
Impôts sur les bénéfices	-885 699	-309 508
TOTAL DES PRODUITS	38 449 582	33 465 220
TOTAL DES CHARGES	36 366 193	30 503 801
BENEFICE OU PERTE	2 083 389	2 961 419

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ACOEM France

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2022, dont le total est de 31 876 888 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 083 389 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2021 au 31/03/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits marquants

Au mois de mai 2021, la société a remboursé en intégralité le prêt garanti par l'Etat (PGE) qu'elle avait obtenu un an plus tôt pour un montant de 10 M€.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine s'est aggravé fin février 2022 et constitue un fait marquant de l'exercice. Les comptes de l'exercice ont été arrêté en tenant compte de la situation.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/03/2022 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC (ANC 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03) relatif au Plan Comptable Général mis à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle ou corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat y compris les droits de douanes et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'entreprise a retenu les durées d'amortissement suivantes :

- * Constructions : 20 ans, Linéaire
- * Matériel et outillage : 3 à 5 ans, Linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 6 ans, Linéaire
- * Matériel de transport : 3 ans, Linéaire
- * Matériel de bureau et informatique : 3 à 6 ans, Linéaire
- * Mobilier : 8 ans, Linéaire

Règles et méthodes comptables

Fonds commercial / Droit au bail

Au 31/03/2022, la valeur brute et la valeur nette comptable du fonds de commerce s'élevaient respectivement à 2 721 151 Euros et 1 128 679 Euros. Ce fonds de commerce et droit au bail sont issus des différentes acquisitions et croissances externes de la société Acoem France.

La valeur nette comptable des fonds de commerce et droit au bail se ventile comme suit :

- CVI : 59 852 Euros,
- MVI INSTRUMENTS : 169 767 Euros,
- ACLAN : 41 124 Euros,
- 01 DB : 522 114 Euros,
- METRAVIB : 335 822 Euros.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC N°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps, il n'est donc pas amorti. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés dans les charges d'exploitation selon leur nature et ne font donc pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, sont rattachés au prix de revient des titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement fiscal selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans.

Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Au cours de cet exercice, la société Acoem France a cédé ses titres Acoem Hong Kong.

Stocks

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours et les produits fabriqués sont déterminés selon leur coût de production, comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de productions, les amortissements de biens concourant à la production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la rotation induit un risque d'obsolescence des biens.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le poste « provision pour risques et charges » figure au passif du bilan de l'exercice clos au 31/03/2022 pour un montant de 2 140 468 Euros dont 203 724 Euros au titre des garanties clients, 3 517 Euros pour des pertes de change, 1 636 149 Euros au titres des indemnités de départ à la retraite et 297 078 Euros pour d'autres risques et charges.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement (méthode préférentielle). Le pourcentage d'avancement est calculé sur la base des prévisions des résultats des contrats sur affaires.

En cas de contrat faisant apparaître une perte à terminaison, une provision pour risques et charges est enregistrée pour le montant global de la perte diminuée de la perte à l'avancement déjà constatée. Aucune perte à terminaison n'est comptabilisée au 31/03/2022.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Autres informations complémentaires

* **Convention d'intégration fiscale :**

Depuis le 01/01/2012, la société Acoem France est intégrée fiscalement avec la société Sas Actem, société tête de groupe.

Règles et méthodes comptables

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt est supportée par la société comme en l'absence d'intégration fiscale. Elle est ainsi calculée sur son résultat fiscal propre. Les économies d'impôts réalisées, grâce aux déficits ou aux correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts, sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice (l'exercice où la société deviendra bénéficiaire, la société mère supportera alors une charge d'impôt).

Le résultat fiscal propre à la société Acoem France au 31/03/2022 s'élève à + 1 274 756 Euros.

* **Consolidation des comptes :**

La société Acoem France fait partie du périmètre de consolidation de la Sas Bruno Rousset (SIREN : 539 797 936, siège social 6 Quai Saint Antoine 69289 Lyon Cedex 2) et fait l'objet d'une consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

* **Rémunérations des organes d'administration, de direction :**

La société Acoem Group est Présidente de la société Acoem France et perçoit une rémunération dans le cadre d'une convention d'assistance. Le montant n'est pas communiqué car cela conduirait à donner une information personnelle et confidentielle.

* **Evénement significatif intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice :**

Durant l'exercice 2022 la date de clôture sera modifiée au 31/12/2022. L'exercice sera donc d'une durée exceptionnelle de 9 mois.

* **Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 32 960 Euros, décomposé de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 32 960 Euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L822-11 : 0 Euros

* **Indemnités de départ à la retraite :**

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31/03/2022 et s'élèvent à 1 636 149 Euros. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation (et ne figurent donc pas en engagements hors bilan).

Leur montant est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur les hypothèses suivantes :

- méthode de calcul choisie : rétrospective (méthode des unités de crédit projetées)
- taux de revalorisation des salaires : table de décroissance progressive
- taux d'actualisation : 1,77 %
- turn over : turn over moyen
- âge conventionnel de départ : 60-67 ans
- conditions de départ : départ à la retraite à l'initiative du salarié
- taux moyen de charges sociales – cadres : 42.70 %
- taux moyen de charges sociales – non cadres : 35.29%

* **Avances et acomptes clients et fournisseurs :**

Les avances et acomptes clients et fournisseurs ne sont pas inclus dans les états des créances et des dettes.

Ces derniers s'élèvent à 38 408,70 € pour les clients et 113 388,40 € pour les fournisseurs.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	446 073		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 830 153		67 664
Terrains	7 856		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	44 400		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	143 233		306 932
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 569 116		98 785
Installations générales, agenc., aménag.	1 066 646		13 720
Matériel de transport	16 410		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	758 499		64 237
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	505 134		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 111 293		483 673
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 150		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 067 568		48 343
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 068 718		48 343
TOTAL GENERAL	13 456 237		599 680

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			446 073	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			5 897 817	
Terrains			7 856	
Constructions sur sol propre			44 400	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-505 134		955 299	
Installations techn., matériel et outillages ind.		19 940	3 647 961	
Installations générales, agencements divers		3 414	1 076 951	
Matériel de transport			16 410	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			822 736	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	505 134			
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		23 354	6 571 612	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 150		
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		83 935	1 031 975	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		85 085	1 031 975	
TOTAL GENERAL		108 439	13 947 477	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	446 073			446 073
Fonds commercial	893 758			893 758
Autres immobilisations incorporelles	3 039 340	76 000		3 115 340
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 379 171	76 000		4 455 171
Terrains	7 856			7 856
Constructions sur sol propre	8 325	2 220		10 545
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	91 383	141 573		232 956
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 317 675	146 315	19 200	3 444 790
Installations générales, agenc. et aménag. divers	696 261	87 778	-52	784 091
Matériel de transport	3 505	4 708		8 213
Matériel de bureau et informatique, mobilier	699 925	33 987		733 912
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 824 930	416 582	19 148	5 222 363
TOTAL GENERAL	9 204 101	492 582	19 148	9 677 534

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains			113 623				113 623
Construct. - sol propre - sol autrui - installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.			113 623				113 623
Acquis. titre							
TOTAL			113 623				113 623

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 7 331 298,00 Euros décomposé en 1 221 883 titres d'une valeur nominale de 6,00 Euro.

	Nombre	Valeur Nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	1 221 883	6,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	1 221 883	6,00

Affectation du résultat

Décision de l'Associé unique du 21/07/2021

	Montant
Report à nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	2 961 419
Prélèvement sur les réserves	
Total des origines	2 961 419
Affectations aux réserves	
Distributions	2 000 000
Autres répartitions	
Report à Nouveau	961 419
Total des affectations	2 961 419

Capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/04/2021	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/03/2022
Capital	7 331 298				7 331 298
Primes d'émission	1 216 625				1 216 625
Réserve légale	733 129				733 129
Réserves générales	-				-
Autres réserves	654 940				654 940
Report à nouveau	2 695 695	961 419			3 657 114
Résultat de l'exercice	2 961 419	2 961 419	2 083 389		2 083 389
Dividendes		2 000 000			
Provisions réglementées	340 869		113 623		454 492
Total Capitaux Propres	15 933 974	-	2 197 012	-	16 130 986

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	340 869	113 623		454 492
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	340 869	113 623		454 492
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients	230 649		26 925	203 724
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	10 889	3 517	10 889	3 517
Provisions pour pensions, obligations similaires	2 065 872		429 723	1 636 150
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	565 229	263 078	531 229	297 078
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 872 639	266 595	998 765	2 140 469
Dépréciations immobilisations incorporelles	640 286			640 286
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	1 150		1 150	
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 050 739	54 562		1 105 301
Dépréciations comptes clients	3 734 115	490 636	112 814	4 111 937
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 426 289	545 198	113 964	5 857 523
TOTAL GENERAL	8 639 797	925 416	1 112 730	8 452 484
Dotations et reprises d'exploitation		808 276	1 100 691	
Dotations et reprises financières		3 517	12 039	
Dotations et reprises exceptionnelles		113 623		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	942268	15137	927131
Autres immobilisations financières	89707	1	89706
Clients douteux ou litigieux	294064	294064	
Autres créances clients	13206978	13206978	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	39945	39945	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	12043	12043	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	200000	200000	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	396524	396524	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	9473278	9473278	
Débiteurs divers	300991	300991	
Charges constatées d'avance	570196	570196	
TOTAL GENERAL	25525994	24509157	1016837
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	48126		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	24343		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	874641	124949	624743	124949
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5100015	5100015		
Personnel et comptes rattachés	2614111	2614111		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1871473	1871473		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	981118	981118		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	334358	334358		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	347666	347666		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1262441	1262441		
TOTAL GENERAL	13385823	12636131	624743	124949
Emprunts souscrits en cours d'exercice	355711			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	10000000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés				
40810000	FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU	948 418,02	648 419,31	299 998,71
40820000	FNP NON COLLECTIF	811 525,45	570 293,76	241 231,69
40823000	FNP NON COLLECTIF THAILANDE	5 386,96	1 417,18	3 969,78
Total Dettes Fournisseurs et comptes rattachés		1 765 330,43	1 220 130,25	545 200,18
Autres dettes				
41982000	CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR NC	-	536 000,00	- 536 000,00
Total Autres dettes		-	536 000,00	- 536 000,00
Dettes fiscales et sociales				
42800000	PERSONNEL CH.A PAYER-PDT A REC	40 314,69	52 707,81	- 12 393,12
42820000	CONGES A PAYER	998 350,89	1 001 716,76	- 3 365,87
42830000	PROVISION JRRT	34 190,52	41 897,79	- 7 707,27
42831000	PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	525 224,89	586 925,43	- 61 700,54
42840000	PROV POUR PARTICIPATION	48 769,00	350 530,00	- 301 761,00
42861000	INTERESSEMENT SALARIES	279 000,00	311 470,00	- 32 470,00
42868000	PROV.PRIMES A PAYER	316 246,58	240 678,72	75 567,86
42869000	PROV.PRIMES ENCADREMENT	320 557,52	286 300,87	34 256,65
43820000	CH. SOC. S/ PROV CONGES PAYE	509 158,96	510 875,55	- 1 716,59
43830000	CHARGES SOC.S/JRRT	17 437,17	21 367,87	- 3 930,70
43831000	CH SOCIALES / PROV CET	267 864,69	299 331,97	- 31 467,28
43850000	PROV FORFAIT SOCIAL	19 507,00	132 000,00	- 112 493,00
43860000	ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A P	-	20 387,43	- 20 387,43
43860105	ORG SOCIAUX CH. A P THAILANDE	243,83	42,92	200,91
43860200	TAXE APPRENTISSAGE	2 384,93	-	2 384,93
43860300	CONTRIBUTION LOGEMENT	58 309,34	53 587,88	4 721,46
43868000	CH.SOCIALES/PRIMES A PAYER	323 466,39	267 439,89	56 026,50
44860000	ETAT - AUTRES CHARGES PAYER	279 370,00	266 749,00	12 621,00
44863000	ETAT- FRAIS.A PAYER THAILANDE	2 067,86	1 298,99	768,87
Total Dettes fiscales et sociales		4 042 464,26	4 445 308,88	- 402 844,62
TOTAL CHARGES A PAYER		5 807 794,69	6 201 439,13	142 355,56

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	568 083,07	489 890,05	78 193,02
48600105	CHARGES D'AVANCE THAILANDE	2 113,38	1 428,28	685,10
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		570 196,45	491 318,33	78 878,12
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-1 262 440,98	-1 238 842,36	-23 598,62
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-1 262 440,98	-1 238 842,36	-23 598,62

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
Clients et comptes rattachés				
41700000	CREANCES S/TVX NON ENCORE FACT	1 323 421,20	984 954,45	338 466,75
41810000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	1 234 628,48	555 327,40	679 301,08
41810105	CLIENTS FAE THAILANDE	54 184,39	-	54 184,39
41820000	CLIENTS - PRODUITS A RECEVOIR	288 648,33	232 433,15	56 215,18
Total Clients et comptes rattachés		2 900 882,40	1 772 715,00	1 128 167,40
Autres créances				
40980000	FOURNISSEUR - AVOIR A RECEVOIR	212 943,91	438 787,97	- 225 844,06
40982000	FRS - AVOIRS A RECEVOIR NC	-	124 000,00	- 124 000,00
43810000	CH. SOC. SUR CHOMAGE PARTIEL	-	12 197,77	- 12 197,77
43860100	FORMATION CONTINUE	750,00	34 129,95	- 33 379,95
43860200	TAXE APPRENTISSAGE	-	18 492,09	- 18 492,09
43870000	ORGANISMES A RECEVOIR	11 292,72	7 908,98	3 383,74
45580000	ASSOCIES - INTERETS COURUS	-	113 489,43	- 113 489,43
46870000	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	86 470,79	116 880,73	- 30 409,94
Total autres créances		311 457,42	865 886,92	- 554 429,50
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		3 212 339,82	2 638 601,92	573 737,90

Chiffre d'affaires

Répartition par marché géographique

	Solde au 31/03/2022
CA réalisé en France	20 903 238
CA réalisé à l'Etranger	14 336 334
Total chiffre d'affaires	35 239 572

Charges et produits d'exploitation et financiers

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Exploitation	Financier
79100000 TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION	301 922	
79105000 REMBOURSEMENT ASSURANCE	15 464	
Total	317 386	-

Autres informations

Effectif

Effectif présent au 31/03/2022 :

- Statut cadre : 123 personnes
- Statut non cadre : 105 personnes

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				287 035	287 035
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				80 808	80 808
Exercice en cours				62 362	62 362
TOTAL				143 170	143 170
VALEUR NETTE				143 865	143 865
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				81 459	81 459
Exercice en cours				59 772	59 772
TOTAL				141 231	141 231
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				68 778	68 778
A plus d'un an et moins de 5 ans				77 011	77 011
A plus de cinq ans					
TOTAL				145 789	145 789
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.				59 772	59 772

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garanties de bonne exécution ou de bonne fin.	86 751					86 751
Autres engagements donnés	13 209					13 209
TOTAL	99 960					99 960

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Crédits documentaires	461 700					461 700
TOTAL	461 700					461 700

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						